

CONVENTION DE COORDINATION ET PARTAGE DES MISSIONS POUR LA GESTION DES SYSTEMES D'ENDIGUEMENT SUR LA COMMUNE D'ABONDANCE

SYSTEMES D'ENDIGUEMENT DES CANEVIERES ET DE FROGY

Entre les soussignés :

La Commune d'Abondance,

Sis, 20 montée du Cloître, 74360 ABONDANCE

Représentée par le Maire, Monsieur Paul GIRARD-DESPRAULEX,

Au titre des missions de police générale définies à l'article L. 2212-2 du CGCT, en tant que territoire d'implantation des systèmes d'endiguement et Commune bénéficiant de cette protection contre les inondations,

Ci-après dénommée « la Commune »,

et

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC),

Sis 2 avenue des Allobroges à Thonon-les-Bains,

Représenté par sa Présidente, Madame Géraldine PFLIEGER,

Agissant en sa qualité de gestionnaire des systèmes d'endiguement, autorité compétente « GeMAPI » (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations),

Ci-après dénommée « le SIAC » ou « le gestionnaire ».

Il est exposé ce qui suit :

Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 instituant une nouvelle compétence obligatoire du bloc communal, dénommée GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations),

Vu la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 prescrivant le transfert automatique de la compétence GEMAPI des Communes vers les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) au 1er janvier 2018, en l'occurrence la CCPEVA pour la Commune d'Abondance,

Vu la convention de mise à disposition de bien valant procès-verbal de remise d'ouvrage entre la Commune d'Abondance et la CCPEVA suite à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, datée du 27 décembre 2023, concernant les ouvrages de prévention des inondations « Les Canevières » et Froggy », le SIAC se substituant à CCPEVA suite au transfert de compétence au 01/01/2024,

Vu la convention portant sur la gestion de l'ouvrage de prévention des inondations des Canevières sur la Commune d'Abondance, datée du 4 novembre 2023, conclue avec l'Agence Immobilière du Val, représentant les propriétaires des parcelles d'implantation d'une partie de ce système d'endiguement,

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2023-0021 du 16 novembre 2023 approuvant la modification des statuts du syndicat mixte dénommé Syndicat Intercommunal du Chablais (SIAC) le transformant en un syndicat à la carte,

Vu les délibérations concordantes de transfert à la carte de la compétence GEMAPI par CCPEVA au SIAC à effet au 01/01/2024, notamment la totalité de l'item 5 relatif à la gestion des ouvrages de protection contre les crues,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015, dit décret Dignes, qui impose aux gestionnaires une importante remise aux normes des considérations sécuritaires et notamment le suivi, l'entretien, la réhabilitation et la gestion en crue de l'ouvrage en lien direct avec la gestion de crise à l'échelle locale et départementale.

Vu l'article L.2212-2 du CGCT relatif aux missions de police générale du Maire (comprenant la prévention des inondations),

Vu les polices spéciales du Maire (en particulier la police de la conservation des cours d'eau non domaniaux, sous l'autorité du préfet) ainsi que les compétences locales en matière d'urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2024-968 du 28 juin 2024 autorisant le système d'endiguement des Canevières sans travaux sur la commune d'Abondance en rive gauche de la Dranse d'Abondance au titre de l'article R.562-14 du Code de l'Environnement et dont le gestionnaire est le SIAC,

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-2024-969 du 28 juin 2024 autorisant le système d'endiguement de Froggy sans travaux sur la commune d'Abondance en rive droite du ruisseau de Froggy au titre de l'article R.562-14 du Code de l'Environnement et dont le gestionnaire est le SIAC,

Considérant que le SIAC, dans le cadre du contrat de rivière, avait anticipé ces obligations en entamant, via le contrat de rivière, le processus de régularisation des ouvrages du territoire pouvant être considérés comme système d'endiguement, nouvelle norme pour ces ouvrages.

Considérant que le SIAC a notamment fait réaliser les études de danger nécessaires à l'obtention des autorisations environnementales permettant leurs exploitations légales. Ces autorisations ont été obtenues par les arrêtés préfectoraux du 28 juin 2024 susvisés, en ce qui concerne Les Canevières et Froggy,

Considérant que le Maire, responsable des missions de police générale définies à l'article L. 2212-2 du CGCT (comprenant la prévention des inondations) et des polices spéciales (en particulier la police de la conservation des cours d'eau non domaniaux, sous l'autorité du préfet) ainsi que ses compétences locales en matière d'urbanisme, doit :

- informer préventivement les administrés ;
- prendre en compte les risques dans les documents d'urbanisme et dans la délivrance des autorisations d'urbanisme ;
- assurer la mission de surveillance et d'alerte ;
- intervenir en cas de carence des propriétaires pour assurer le libre écoulement des eaux ;
- organiser les secours en cas d'inondation.

Considérant que l'exercice de la compétence GEMAPI ne remet pas en cause les pouvoirs de police du Maire mais lui facilite l'exercice de ses responsabilités en situation de crise. En effet, l'autorité compétente pour la GEMAPI, en tant que gestionnaire du « système d'endiguement » lorsque le territoire bénéficie de la protection contre les inondations qui est apportée par des digues, a aussi pour mission d'informer le maire et la préfecture sur les performances de ce système d'endiguement et sur les venues d'eau qui pourraient se produire lorsque la crue viendrait à dépasser ces performances. Ainsi, pour l'organisation des secours dont il a la charge, le maire bénéficie d'un nouvel outil lui permettant de mieux exercer ses fonctions et d'anticiper les situations pouvant mettre en danger la population.

Considérant qu'en conséquence la gestion des systèmes d'endiguement impose une forte implication du gestionnaire. Ce dernier peut néanmoins être aidé par les acteurs locaux, notamment les communes, souvent anciens gestionnaires des ouvrages, ce qui motive l'établissement de la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention a pour but la coordination et le partage des missions pour la gestion des systèmes d'endiguement de la commune d'Abondance (Canevières et Froggy).

Article 2 : Détail des missions partagées pour la gestion du système d'endiguement des Canevières

Article 2.1 SE Canevières - Surveillance du système et mise à jour des documents réglementaires

Article 2.1.1 SE Canevières - Dossier technique et documents réglementaires

➤ Dossier technique :

Le SIAC met à jour et s'assure de la complétude du dossier technique selon les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024.

La commune transmet les archives complètes du système d'endiguement pour qu'une copie soit conservée par le gestionnaire afin de constituer le dossier d'ouvrage.

➤ **Registre d'ouvrage :**

Le SIAC tient à jour le registre d'ouvrage selon les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024.

La commune transmet au SIAC les informations (date, descriptif, éventuellement photo) dès qu'une intervention est réalisée (entretien grille, fauche...) pour l'alimentation en continu du registre d'ouvrage.

➤ **Retours d'expérience :**

Le SIAC établit un retour d'expérience post-crue qui alimentera le registre, le dossier technique, le document d'organisation et le rapport de surveillance.

La commune transmet au SIAC d'éventuels éléments récoltés pendant la crue (photos, vidéo) mais aussi copie d'éventuelle main courante pour alimenter le retour d'expérience du SIAC.

➤ **Mise à jour de l'étude de danger :**

Le SIAC met à jour l'étude de dangers selon le calendrier réglementaire et les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024 (soit en 2043, selon une période de retour de 20 ans pour les ouvrages de classes C, la dernière EDD ayant été réalisée en 2023) en faisant intervenir un bureau d'études agréé digues.

➤ **Etudes complémentaires de connaissance :**

Selon les besoins, **le SIAC** fait réaliser des études relatives à l'amélioration de la connaissance des ouvrages (études hydrauliques, hydrologiques...) permettant de mieux comprendre le fonctionnement du bassin versant et des ouvrages en eux-mêmes, permettant donc d'améliorer les procédures de gestion.

Article 2.1.2 SE Canevières – Visites des ouvrages

➤ **Visite de surveillance périodique du système d'endiguement (Surveillance de routine)**

Le SIAC réalise à minima une fois par an une visite de de surveillance périodique du système d'endiguement.

La commune (personnel technique ou élu) accompagne le SIAC dans cette visite.

➤ **Visite de surveillance en cas d'évènement particulier (crue, séisme), déclaration EISH le cas échéant (Evènement Intéressant la Sécurité Hydraulique)**

Le SIAC réalise après chaque évènement particulier ou chaque crue mettant en charge l'ouvrage une visite post-évènement. Si un désordre est de nature à être déclaré Evènement Intéressant la Sécurité Hydraulique, un rapport établi par un bureau d'étude agréé doit être envoyé au service de contrôle (DDT/DREAL) sous une semaine.

La commune (personnel technique et élu) accompagne impérativement le SIAC dans cette visite.

➤ **Visite de surveillance réglementaire (Visite technique approfondie VTA)**

Le SIAC fait réaliser la Visite Technique Approfondie selon le calendrier réglementaire et les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024 (soit en 2029, selon une période de retour de 6 ans pour les ouvrages de classes C, la dernière VTA ayant été réalisée en 2023) en faisant intervenir un bureau d'études agréé digues.

La commune (personnel technique et élu) accompagne impérativement le SIAC dans cette visite.

➤ **Elaboration / Mise à jour du rapport de surveillance**

Le SIAC tient à jour le rapport de surveillance selon les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024 en prenant en compte les éléments issues des VTA.

Article 2.1.3 SE Canevières – Contrôle

➤ **En cas de travaux sur ou à proximité immédiate du système d'endiguement par un tiers :**

Le SIAC déclare les ouvrages à l'INERIS et veille à la réception des DICT, émet des avis quant à l'impact des travaux sur le système d'endiguement, veille au suivi de ces derniers afin de garantir leur l'intégrité, récupère les plans de récolement et notes de calcul ainsi que tous les documents exigés dès l'origine du projet.

La commune participe à l'instruction des DICT le cas échéant.

➤ **Suivi des conventions et servitudes mises en place, contrôle du respect des obligations de chacun :**

Le SIAC veille au suivi des conventions, aux servitudes mises en place, au contrôle du respect des obligations de chacun et à la conservation de l'intégrité des ouvrages en place.

➤ **Traitement administratif et contentieux relatif aux opérations illégales sur les ouvrages (travaux non déclarés, dégradation des éléments de l'ouvrage, vol d'éléments...) :**

En cas de contentieux relatif aux opérations illégales sur les ouvrages, **le SIAC** procédera au traitement administratif des procédures.

Article 2.2 SE Canevières - Entretien du système d'endiguement

Article 2.2.1 SE Canevières – Maintenance légère du système d'endiguement

➤ **Entretien, fauche, désordres légers**

La commune procède à l'entretien de la végétation en lien avec l'agriculteur exploitant. **Le SIAC** procède au nettoyage des ouvrages contributifs au système d'endiguement (dalot de vidange, grille de surverse, conduite 300...) et au traitement des désordres légers du parement de la digue (terriers...).

➤ **Fournitures**

Le SIAC procède à l'achat et au remplacement des dispositifs élémentaires contributifs au système d'endiguement (grille de surverse par exemple), en lien avec **la commune**.

Article 2.2.2 SE Canevières – Travaux de maintenance

➤ Travaux de réparation courants des ouvrages

Le SIAC procède à la réalisation des travaux de réparation courants des ouvrages (exemples : un complément de remblais sur la crête de digue de CAN-01, ou le système de fixation de la grille de surverse).

Article 2.2.3 SE Canevières – Travaux de réfection, de confortement ou de reconstruction

➤ Travaux de réfection des dispositifs contributifs au système d'endiguement

Le SIAC procède aux travaux de réfection des dispositifs contributifs au système d'endiguement (dalots, conduite 300, seuil au droit des dalots...).

➤ Travaux lourds de confortement ou de reconstruction

Le SIAC procède aux travaux lourds de confortement ou de reconstruction (amélioration du système d'endiguement ou reconstruction après destruction).

Article 2.3 SE Canevières – Gestion en crue

Article 2.3.1 SE Canevières – Pilotage de la gestion du système d'endiguement

Lorsque le niveau d'eau atteint 59 cm à l'échelle du pont des Canevières, **le SIAC** active sa cellule de veille opérationnelle. Le SIAC active également les premières consignes de crue (document d'organisation) et mobilise ses accords-cadres.

La commune se mobilise pour assurer les missions partagées de surveillance en cas de poursuite de montée des eaux.

Article 2.3.2 SE Canevières – Pilotage de l'alerte

Selon les 4 niveaux de protection définis dans l'arrêté du 28 juin 2024, **le SIAC** procède à l'envoi d'un message d'alerte à la commune et au préfet, en respect des préconisations du Décret du 12 mai 2015.

Les 4 niveaux de protection du système d'endiguement des Canevières sont 924.39 m NGF, 924.55 m NGF, 924.58 m NGF et 924.79 m NGF (cote de la Dranse à l'échelle du Pont des Canevières). Le dernier niveau de protection correspond au dépassement de la probabilité de 5 % de risque de défaillance sur l'ensemble du système exposant 515 habitants à un risque de rupture établi au même niveau de probabilité (niveau de sureté réglementaire).

La commune est libre de décider de la mise en œuvre de son PCS à la réception des messages d'alerte du gestionnaire.

Article 2.3.3 SE Canevières – Surveillance du système d'endiguement en crue

➤ Surveillance de terrain en crue

Le SIAC et la commune se partagent la surveillance de terrain en crue selon un planning à établir en cellule de gestion opérationnelle du système (organisée par le gestionnaire) et selon la configuration de la crue annoncée.

Cette surveillance concerne la totalité des ouvrages du système : dalot de vidange, grille de surverse, parements des digues notamment CAN_2, conduite 300...

Les tâches sont décrites dans le document d'organisation selon les niveaux d'alerte, à l'échelle du Pont des Canevières :

Seuil vigilance : 59 cm

Seuil vigilance renforcée : 69 cm

Seuil de pré-alerte 1 : 86 cm

Seuil de pré-alerte 2 : 96 cm

Seuil de crise : débordement sur RD22

➤ Gestion et surveillance des ouvrages contributifs (embâcle au pont des canevières)

Le SIAC et la commune se partagent la surveillance des ouvrages contributifs (embâcle au pont des Canevières) afin de garantir les préconisations de l'arrêté.

Le cas échéant, **le SIAC** déclenche son accord-cadre pour des interventions curatives.

➤ Gestion et surveillance de l'engravement au droit du système d'endiguement

Le SIAC et la commune se partagent la surveillance de l'environnement immédiat du système (surveillance de l'engravement) afin de garantir les préconisations de l'arrêté.

Le cas échéant, **le SIAC** déclenche son accord-cadre pour des interventions curatives.

Article 2.3.4 SE Canevières – Gestion opérationnelle

➤ Ouverture de la digue amont à la pelle mécanique

Selon les consignes de crue du document d'organisation, à 70 cm à l'échelle du pont des Canevières, **le SIAC** via son accord cadre ou **la commune** via son accord cadre (ou en régie) procède à la création de la brèche d'ouverture à la mini-pelle sur la partie amont de CAN_01.

➤ Fermeture de la digue amont à la pelle mécanique

Selon les consignes de crue du document d'organisation, c'est-à-dire lorsque le bassin est plein, lorsqu'un désordre est constaté ou après la crue, **le SIAC** via son accord cadre ou **la commune** via son accord cadre (ou en régie) procède à la fermeture de la brèche à la mini-pelle sur la partie amont de CAN_01.

➤ **Mise en place des autres consignes (type fermeture voie d'accès, de circulation autres...)**

En lien avec le PCS et via le pouvoir de police du maire, la commune devra mettre en place toutes les mesures inhérentes à la gestion de crise, proportionnées à la situation et notamment les mesures visant à l'isolement des secteurs jugés à risque.

➤ **Retour à la normale / nettoyage post-crue**

Le SIAC via son accord cadre procédera au retour à la normale et au nettoyage post-crue de l'ouvrage.

Article 2.3.4 SE Canevières – Travaux d'urgence

➤ **Opération de confortement d'urgence en cas de désordre constaté en crue**

Le SIAC via son accord-cadre procède le cas échéant, à des travaux de confortement d'urgence en cas de désordre constaté en crue. Ces travaux devront être proportionnés à la situation et réalisés seulement si le risque de rupture imminente n'est pas avéré.

➤ **Création d'un déversoir contrôlé en cas de surverse imminente**

Le SIAC via son accord-cadre procède le cas échéant, si une surverse est imminente (défaillance du système d'entrée ou d'évacuation du bassin), à la création d'un déversoir pour une vidange contrôlée. Cette opération devra se réaliser en totale concertation et collaboration avec les services de la sécurité civile. Les personnes présentes dans les zones dites protégées devront être évacuées ou confinées dans un étage (procédure Plan Communal de Sauvegarde).

Article 3 : Détail des missions partagées pour la gestion du système d'endiguement de Froggy

Article 3.1 SE Froggy - Surveillance du système et mise à jour des documents réglementaires

Article 3.1.1 SE Froggy - Dossier technique et documents réglementaires

➤ Dossier technique :

Le SIAC met à jour et s'assure de la complétude du dossier technique selon les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024.

La commune transmet les archives complètes du système d'endiguement pour qu'une copie soit conservée par le gestionnaire afin de constituer le dossier d'ouvrage.

➤ Registre d'ouvrage :

Le SIAC tient à jour le registre d'ouvrage selon les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024.

La commune transmet au SIAC les informations (date, descriptif, éventuellement photo) dès qu'une intervention est réalisée (fauche...) pour l'alimentation en continu du registre d'ouvrage.

➤ Retours d'expérience :

Le SIAC établit un retour d'expérience post-crue qui alimentera le registre, le dossier technique, le document d'organisation et le rapport de surveillance.

La commune transmet au SIAC d'éventuelles éléments récoltés pendant la crue (photos, vidéo) mais aussi copie d'éventuelle main courante pour alimenter le retour d'expérience du SIAC.

➤ Mise à jour de l'étude de danger :

Le SIAC met à jour l'étude de dangers selon le calendrier réglementaire et les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024 (soit en 2043, selon une période de retour de 20 ans pour les ouvrages de classes C, la dernière EDD ayant été réalisée en 2023) en faisant intervenir un bureau d'études agréé digues.

➤ Etudes complémentaires de connaissance :

Selon les besoins, **le SIAC** fait réaliser des études relatives à l'amélioration de la connaissance des ouvrages (études hydrauliques, hydrologiques...) permettant de mieux comprendre le fonctionnement du bassin versant et des ouvrages en eux-mêmes, permettant donc d'améliorer les procédures de gestion.

Article 3.1.2 SE Froggy – Visites des ouvrages

➤ Visite de surveillance périodique du système d'endiguement (Surveillance de routine)

Le SIAC réalise à minima une fois par an une visite de de surveillance périodique du système d'endiguement.

La commune (personnel technique ou élu) accompagne le SIAC dans cette visite.

➤ **Visite de surveillance en cas d'évènement particulier (crue, séisme), déclaration EISH le cas échéant (Evènement Intéressant la Sécurité Hydraulique)**

Le SIAC réalise après chaque évènement particulier ou chaque crue mettant en charge l'ouvrage une visite post-évènement. Si un désordre est de nature à être déclaré Evènement Intéressant la Sécurité Hydraulique, un rapport établi par un bureau d'étude agréé doit être envoyé au service de contrôle (DDT/DREAL) sous une semaine.

La commune (personnel technique et élu) accompagne impérativement le SIAC dans cette visite.

➤ **Visite de surveillance réglementaire (Visite technique approfondie VTA)**

Le SIAC fait réaliser la Visite Technique Approfondie selon le calendrier réglementaire et les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024 (soit en 2029, selon une période de retour de 6 ans pour les ouvrages de classes C, la dernière VTA ayant été réalisée en 2023) en faisant intervenir un bureau d'études agréé digues.

La commune (personnel technique et élu) accompagne impérativement le SIAC dans cette visite.

➤ **Elaboration / Mise à jour du rapport de surveillance**

Le SIAC tient à jour le rapport de surveillance selon les prescriptions de l'arrêté du 28 juin 2024 en prenant en compte les éléments issues des VTA.

Article 3.1.3 SE Froggy – Contrôle

➤ **En cas de travaux sur ou à proximité immédiate du système d'endiguement par un tiers :**

Le SIAC déclare les ouvrages à l'INERIS et veille à la réception des DICT, émet des avis quant à l'impact des travaux sur le système d'endiguement, veille au suivi de ces derniers afin de garantir leur l'intégrité, récupère les plans de récolement et notes de calcul ainsi que tous les documents exigés dès l'origine du projet.

La commune participe à l'instruction des DICT le cas échéant.

➤ **Suivi des conventions et servitudes mises en place, contrôle du respect des obligations de chacun :**

Le SIAC veille au suivi des conventions, aux servitudes mises en place, au contrôle du respect des obligations de chacun et à la conservation de l'intégrité des ouvrages en place.

➤ **Traitement administratif et contentieux relatif aux opérations illégales sur les ouvrages (travaux non déclarés, dégradation des éléments de l'ouvrage, vol d'éléments...) :**

En cas de contentieux relatif aux opérations illégales sur les ouvrages, **le SIAC** procédera au traitement administratif des procédures.

Article 3.2 SE Froggy - Entretien du système d'endiguement

Article 3.2.1 SE Froggy – Maintenance légère du système d'endiguement

➤ Entretien, fauche, désordres légers

le SIAC procède à l'entretien de la végétation.

➤ Fournitures

Le SIAC procède à l'achat et au remplacement des dispositifs élémentaires contributifs au système d'endiguement, en lien avec **la commune**.

Article 3.2.2 SE Froggy – Travaux de maintenance

➤ Travaux de réparation courants des ouvrages

Le SIAC, via son accord cadre, procède à la réalisation des travaux de réparation courants des ouvrages comme le traitement d'embâcles accumulés sur le parement, depuis l'amont de l'ouvrage jusqu'en aval ou le traitement de l'engravement à la suite d'une crue ou au fil du temps.

Article 3.2.3 SE Froggy – Travaux de réfection, de confortement ou de reconstruction

➤ Travaux de stabilité

Le SIAC procède aux travaux sur le pied de l'ouvrage pour prévenir en cas d'affouillement et aux travaux sur la berge opposée en lien avec la stabilité de la berge et de l'état de la végétation.

➤ Travaux lourds de confortement ou de reconstruction

Le SIAC procède aux travaux lourds de confortement ou de reconstruction (amélioration du système d'endiguement ou reconstruction après destruction).

Article 3.3 SE Froggy – Gestion en crue

Article 3.3.1 SE Froggy – Pilotage de la gestion du système d'endiguement

Selon un seuil à définir avec la future station de mesure, **le SIAC** active sa cellule de veille opérationnelle. Le SIAC active également les premières consignes de crue (document d'organisation) et mobilise ses accords-cadres.

La commune se mobilise pour assurer les missions partagées de surveillance en cas de poursuite de montée des eaux.

Article 3.3.2 SE Froggy – Pilotage de l'alerte

Selon le niveau de protection défini dans l'arrêté du 28 juin 2024, **le SIAC** procède à l'envoi d'un message d'alerte à la commune et au préfet, en respect des préconisations du Décret du 12 mai 2015.

Le niveau de protection est arrêté à 9,1 m3/s, soit une crue de période de retour 80 ans. La hauteur sera déduite au pont de Froggy avec la future station de mesure.

Ce dernier niveau de protection correspond au dépassement de la probabilité de 5 % de risque de défaillance sur l'ensemble du système exposant 32 habitants à un risque de rupture établi au même niveau de probabilité (niveau de sureté réglementaire).

La commune est libre de décider de la mise en œuvre de son PCS à la réception des messages d'alerte du gestionnaire.

Article 3.3.3 SE Froggy – Surveillance du système d'endiguement en crue

➤ Surveillance de terrain en crue

Le SIAC et la commune se partagent la surveillance de terrain en crue selon un planning à établir en cellule de gestion opérationnelle du système (organisée par le gestionnaire) et selon la configuration de la crue annoncée.

Cette surveillance concerne la totalité des ouvrages du système.

Les tâches sont décrites dans le document d'organisation selon des niveaux de seuils qui devront être définis avec la future station de mesure.

Ce site étant dangereux et son accès conditionné aux aléas hydrauliques, la surveillance se concentrera à minima à la veille de l'atteinte du niveau de protection (lecture à distance via la future station de mesure).

➤ Surveillance de l'engravement et de la formation d'embâcles au droit du système d'endiguement

Le SIAC surveille l'état de l'engravement au droit du système d'endiguement afin de garantir les préconisations de l'arrêté. Il surveille également la formation d'embâcles.

Cette surveillance sera conditionnée à la dangerosité du site.

Article 3.3.4 SE Froggy – Gestion opérationnelle

➤ Traitement des affouillements, embâcles, besoin de curage

Le cas échéant, **le SIAC** déclenche son accord-cadre pour des interventions curatives, mais cette intervention sera à expertiser selon la dangerosité du site, particulièrement en crue.

➤ Mise en place des autres consignes (type fermeture voie d'accès, de circulation autres...)

En lien avec le PCS et via le pouvoir de police du maire, **la commune** devra mettre en place toutes les mesures inhérentes à la gestion de crise, proportionnées à la situation et notamment les mesures visant à l'isolement des secteurs jugés à risque.

➤ Retour à la normale / nettoyage post-crue

Le SIAC via son accord cadre procédera au retour à la normale et au nettoyage post-crue de l'ouvrage.

Article 3.3.4 SE Froggy – Travaux d'urgence

➤ Opération de confortement d'urgence en cas de désordre constaté en crue

Le SIAC via son accord-cadre procède le cas échéant, à des travaux de confortement d'urgence en cas de désordre constaté en crue. Ces travaux devront être proportionnés à la situation et réalisés seulement si le risque de rupture imminente n'est pas avéré.

Ces travaux seront conditionnés à la dangerosité du site.

Article 4 : Aspects financiers

Les dépenses engendrées par **la commune** dans le cadre des missions mises en œuvre par cette dernière dans le cadre de la présente convention seront intégralement prise en charge par le gestionnaire de l'ouvrage en vertu de la compétence GEMAPI exercée par ce dernier.

Exception sera faite des dépenses effectuées par **la commune** dans le cadre du pouvoir de police du Maire, notamment celles inhérentes à la gestion de crise dont la potentielle mise en œuvre du Plan Communal de Sauvegarde et des missions qui en découlent.

Sont considérées comme faisant partie de la gestion de crise toutes opérations contribuant dans les 48 premières heures de la crise à éviter l'inondation des biens et des personnes sur le territoire de la commune et ne faisant pas partie des procédures de gestion des systèmes d'endiguement et de ses ouvrages contributifs (dont fait partie le pont des Canevières pour le SE des Canevières).

Article 5 : Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée à la demande des parties. La modification de la présente convention ne peut être décidée qu'avec l'accord des deux parties.

La partie qui demande la modification de la présente convention prend l'initiative de conduire la procédure de modification de la convention.

La présente convention peut être révisée par voie d'avenant. Toutes modifications des dispositions financières non prévues dans des conventions spécifiques doivent en particulier être réglées par avenant.

Article 6 : Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention entre en vigueur le 01/01/2025

Elle est conclue pour une durée de cinq ans.

Article 7 : Règlement des litiges

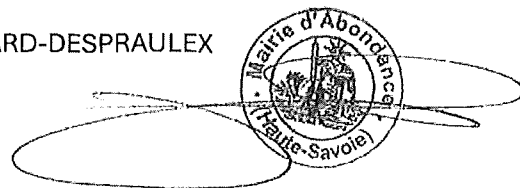
En cas de litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de règlement amiable possible, avant de saisir les juridictions compétentes.

En cas d'échec, le litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à THONON LES BAINS, le 4 juillet 2025

En deux exemplaires originaux

Pour la commune d'Abondance, le Maire, Paul GIRARD-DESPRAULEX



Pour le SIAC, La Présidente, Géraldine PFLIEGER